

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2015/11454]

23 OCTOBRE 2015. — Arrêté royal portant approbation du règlement pris en exécution de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, concernant les entreprises de leasing

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, l'article 38;

Vu l'avis de la Commission économique interministérielle, donné le 12 juin 2015;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le règlement pris en exécution de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, concernant les entreprises de leasing, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 octobre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
K. PEETERS

Annexe

Règlement pris en exécution de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, concernant les entreprises de leasing

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions et champ d'application*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent règlement, on entend par :

1° « la loi » : la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme;

2° « blanchiment d'argent et financement du terrorisme » : tels que visés à l'article 5 de la loi;

3° « entreprise de leasing » : les entreprises visées à l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 55 du 10 novembre 1967 organisant le statut juridique des entreprises pratiquant la location-financement;

4° « contrat de leasing » : le contrat visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 55 du 10 novembre 1967 organisant le statut juridique des entreprises pratiquant la location-financement;

5° « client » : la personne avec laquelle l'entreprise de leasing a conclu ou est sur le point de conclure un contrat de leasing;

6° « bénéficiaire effectif » : une personne visée à l'article 8, § 1^{er}, de la loi;

Sont notamment considérés comme bénéficiaires effectifs, lorsque le client est une société ou une autre personne morale :

- la ou les personnes physiques qui possèdent ou contrôlent, directement ou indirectement, plus de 25 % des actions ou des droits de vote de cette société;
- la ou les personnes physiques qui exercent autrement le pouvoir de contrôle sur la direction de la société.

Lorsque le client est une personne morale autre qu'une société commerciale ou à forme commerciale, il faut notamment entendre par « personnes physiques qui exercent un contrôle sur au moins 25 % des

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2015/11454]

23 OKTOBER 2015. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van het reglement genomen in uitvoering van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, aangaande leasingondernemingen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, artikel 38;

Gelet op het advies van de Interministeriële Economische Commissie, gegeven op 12 juni 2015;

Op de voordracht van de Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegde reglement genomen in uitvoering van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, aangaande leasingondernemingen, wordt goedgekeurd.

Art. 2. De minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 oktober 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
K. PEETERS

Bijlage

Reglement genomen in uitvoering van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, aangaande leasingondernemingen

HOOFDSTUK I. — *Definities en toepassingsgebied*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder :

1° “de wet” : de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme;

2° “witwassen van geld en financiering van terrorisme” : zoals bedoeld in artikel 5 van de wet;

3° “leasingonderneming” : de ondernemingen bedoeld in artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit nr. 55 van 10 november 1967 tot regeling van het juridisch statuut der ondernemingen gespecialiseerd in financieringshuur;

4° “leasingovereenkomst” : het contract bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 55 van 10 november 1967 tot regeling van het juridisch statuut der ondernemingen gespecialiseerd in financieringshuur;

5° “cliënt” : de persoon waarmee de leasingonderneming een leasingovereenkomst heeft afgesloten of waarmee ze op het punt staat een leasingovereenkomst af te sluiten;

6° “uiteindelijke begunstigde” : een persoon als bedoeld in artikel 8, § 1, van de wet;

Worden met name als uiteindelijke begunstigden beschouwd, indien de cliënt een vennootschap of een andere rechtspersoon is :

- de natuurlijke persoon of personen die, rechtstreeks of onrechtstreeks, meer dan 25 % van de aandelen of van de stemrechten van die vennootschap bezitten of controleren;
- de natuurlijke persoon of personen die op een andere wijze de controle hebben over het bestuur van de vennootschap.

Indien de cliënt een andere rechtspersoon is dan een handelsvennootschap of vennootschap met handelsvorm, dient men onder “natuurlijke personen die de controle hebben over 25 % of meer van het

biens d'une personne morale » au sens de l'article 8, § 1^{er}, alinéa 3, 2°, c), de la loi, les personnes qui, sans disposer du pouvoir de représenter le client, exercent des mandats dans son organe d'administration.

Lorsque le client est une association de fait ou toute autre structure juridique dénuée de personnalité juridique, telle qu'un trust ou une fiducie, sont notamment à considérer comme « personnes physiques qui exercent un contrôle sur au moins 25 % des biens de la construction juridique » au sens de l'article 8, § 1^{er}, alinéa 3, 2°, c), de la loi, les personnes autres que celles qui disposent du pouvoir de représenter l'association mais qui disposent du pouvoir d'influer notablement sur sa gestion (pour les trusts ceci inclut le settlor et, le cas échéant, le protector).

7° « tiers introducteur d'affaires » : une personne visée à l'article 10, § 1^{er}, 1° ou 2°, de la loi;

8° « responsable(s) anti-blanchiment » : la ou les personnes responsables de l'application de la loi et du présent règlement et qui, conformément à l'article 18 de la loi, ont été désignées à cet effet;

9° « opération ou fait atypique » : une opération ou un fait qui, notamment, de par sa nature, de par les circonstances qui l'entourent, de par la qualité des personnes impliquées, de par son caractère inhabituel au regard des activités du client, ou parce que cette opération ou ce fait n'apparaît pas cohérent avec ce que l'entreprise de leasing connaît de son client, de ses activités professionnelles et de son profil de risque, est particulièrement susceptible d'être lié au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme, au sens de l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi;

10° « personnes politiquement exposées (PPE) » : telles que définies à l'article 12, § 3, 1°, de la loi;

11° « GAFI » : le Groupe d'action financière;

12° « CTIF » : la Cellule de traitement des informations financières, visée à l'article 22 de la loi;

13° « SPF Economie » : la Direction générale de l'Inspection économique du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, qui est chargée du contrôle visé à l'article 39, § 1^{er}, de la loi;

14° « ABL » : l'Association Belge de Leasing.

Art. 2. Les dispositions du présent règlement sont applicables aux entreprises de leasing.

Ces dernières mettront en œuvre les moyens nécessaires pour assurer le respect des dispositions de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et pour collaborer à l'application de celle-ci par la CTIF.

CHAPITRE II. — Identification et vérification de l'identité des clients, mandataires et bénéficiaires effectifs

Section I^{re}. — Qui identifier ?

Art. 3. Doivent être identifiés les clients agissant en qualité de preneur, les mandataires et les bénéficiaires effectifs, sauf les exceptions prévues par la loi, actuellement à l'article 11, §§ 1^{er} et 2, 5°.

Section II. — Identification et vérification de l'identité des clients

Sous-section I^{re}. — Quand identifier, vérifier et mettre à jour les données des clients ?

Art. 4. L'entreprise de leasing doit :

- identifier ses clients conformément à l'article 6, et
- vérifier leur identité, au moyen d'un document probant visé aux articles 7 à 11, dont il est pris copie, sur support papier ou électronique ou, si le client est une personne morale, qui peut être consulté en ligne tel qu'il existait au moment de la vérification, dans les conditions précisées à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2 :

1° avant de conclure avec le client, soit elle-même, soit via le même intermédiaire, tel que le vendeur du bien, un ou plusieurs contrats de leasing portant sur un ou plusieurs biens dont le prix total atteint ou excède 10.000 euros hors T.V.A.;

2° lorsqu'il y a soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme;

vermogen van de rechtspersoon" in de zin van artikel 8, § 1, derde lid, 2°, c), van de wet, met name de personen te verstaan die, zonder bevoegd te zijn om de cliënt te vertegenwoordigen, mandaten waarnemen in zijn bestuursorgaan.

Indien de cliënt een feitelijke vereniging of enige andere juridische structuur zonder rechtspersoonlijkheid is, zoals een trust of een fiducie, dient men onder "natuurlijke personen die de controle hebben over 25 % of meer van het vermogen van de juridische constructie" in de zin van artikel 8, § 1, derde lid, 2°, c), van de wet, met name de personen te verstaan die de macht hebben om een aanzienlijke invloed uit te oefenen op haar beheer, met uitzondering van de personen die bevoegd zijn om de vereniging te vertegenwoordigen (voor de trusts omvat dit de settlor, en in voorkomend geval de protector).

7° "derde zaakaanbrenger" : een persoon als bedoeld in artikel 10, § 1, 1° of 2°, van de wet;

8° "antiwitwasverantwoordelijke(n)" : de persoon of de personen die verantwoordelijk zijn voor de toepassing van de wet en van dit reglement en die daartoe werden aangewezen conform artikel 18 van de wet;

9° "atypische verrichting of atypisch feit" : een verrichting die of een feit dat bijzonder vatbaar is voor het witwassen van geld of voor de financiering van terrorisme in de zin van artikel 14, § 1, tweede lid, van de wet, met name door de aard ervan, de begeleidende omstandigheden, de hoedanigheid van de betrokken personen, het ongebruikelijke karakter ervan gelet op de activiteiten van de cliënt, of omdat de verrichting of het feit niet lijkt te stroken met de kennis die de onderneming heeft van haar cliënt, diens beroepswerkzaamheden en risicoprofiel;

10° "politek prominente personen (PPP's)" : zoals gedefinieerd in artikel 12, § 3, 1°, van de wet;

11° "FAG" : de Financiële Actiegroep;

12° "CFI" : de Cel voor financiële informatieverwerking zoals bedoeld in artikel 22 van de wet;

13° "FOD Economie" : de Algemene Directie Economische Inspectie van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, die belast is met het toezicht zoals bedoeld in artikel 39, § 1, van de wet;

14° BLV" : de Belgische Leasingvereniging.

Art. 2. De bepalingen van dit reglement zijn van toepassing op de leasingondernemingen.

Zij zullen de nodige middelen inzetten om de naleving te verzekeren van de bepalingen van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en om bij te dragen tot de toepassing van die wet door de CFI.

HOOFDSTUK II. — Identificatie en verificatie van de identiteit van de cliënten, lasthebbers en uiteindelijke begunstigen

Afdeling I. — Wie identificeren ?

Art. 3. Moeten worden geïdentificeerd, de cliënten die handelen in de hoedanigheid van leasingsnemer, de lasthebbers en de uiteindelijke begunstigen, behalve de uitzonderingen waarin de wet voorziet, momenteel in artikel 11, §§ 1 en 2, 5°.

Afdeling II. — Identificatie en verificatie van de identiteit van de cliënten

Onderafdeling I. — Wanneer de cliënten identificeren, hun identiteit verifiëren en hun gegevens actualiseren ?

Art. 4. De leasingonderneming moet :

- haar cliënten identificeren conform artikel 6, en
- hun identiteit verifiëren aan de hand van een bewijsstuk als bedoeld in de artikelen 7 tot 11, waarvan een afschrift wordt genomen op papier of op een elektronische informatiedrager, of indien de cliënt een rechtspersoon is, die online kan worden geraadpleegd zoals hij bestond op het moment van de verificatie, volgens de in artikel 9, § 1, tweede lid bepaalde voorwaarden :

1° vóór ze ofwel zelf of via dezelfde tussenpersoon, zoals de verkoper van het goed, een of meerdere leasingovereenkomsten afsluit met de cliënt betreffende een of meerdere goederen waarvan de totale prijs 10.000 euro of meer bedraagt, excl. btw;

2° wanneer er een vermoeden bestaat van witwassen van geld of financiering van terrorisme;

3° lorsque l'entreprise de leasing a des doutes quant à la véracité ou à l'exactitude des données d'identification d'un client déjà identifié.

Art. 5. L'entreprise de leasing doit également vérifier et mettre à jour les données d'identification qu'elle détient concernant ses clients lorsqu'elle dispose d'indications que ces données ne sont plus actuelles, notamment suite à son devoir de vigilance constante tel que décrit à l'article 20.

Sous-section II. — Sur quoi portent l'identification et la vérification de l'identité des clients ?

Art. 6. § 1^{er}. Pour les personnes physiques, l'identification et la vérification de l'identité des clients portent sur : le nom et le prénom, la date et le lieu de naissance et, dans la mesure du possible, l'adresse.

§ 2. Pour les personnes morales, les trusts, les fiducies et les constructions juridiques similaires, l'identification et la vérification portent sur :

- la dénomination sociale;
- le siège social;
- le nom et le prénom des administrateurs, du trustee, du protecteur (le cas échéant);
- les dispositions pour engager la personne morale, le trust, la fiducie ou la construction juridique similaire.

§ 3. L'identification et la vérification portent également sur l'objet du contrat de leasing. En particulier, l'entreprise de leasing vérifie si les biens pris en leasing sont cohérents et proportionnés par rapport à l'activité économique du preneur.

Sous-section III. — Comment vérifier l'identité des personnes physiques ?

Art. 7. Lorsque le client est physiquement présent lors de son identification par l'entreprise de leasing ou la personne désignée par celle-ci, telle que le vendeur du bien, l'identité du client doit être vérifiée à l'aide de sa carte d'identité.

Si le client est de nationalité étrangère et réside à l'étranger, la vérification de son identité peut également être opérée au moyen de son passeport ou de tout autre document d'identité lui permettant de séjourner valablement en Belgique.

Si le client est une personne de nationalité étrangère établie en Belgique qui, en raison de son statut légal sur le territoire belge, ne dispose pas d'une carte d'identité délivrée par les autorités belges, la vérification de son identité peut être opérée au moyen de son certificat d'inscription au registre des étrangers en cours de validité, ou, lorsqu'il n'en dispose pas en raison de son statut, au moyen du document en cours de validité émis par les autorités publiques belges qui atteste de la légalité de son séjour en Belgique.

Lorsque l'adresse du client n'est pas mentionnée sur le document probant qu'il présente ou en cas de doute de la part de l'entreprise de leasing quant à l'exactitude de l'adresse mentionnée, elle est tenue de vérifier ces informations au moyen d'un autre document susceptible de faire preuve de l'adresse réelle du client et dont elle prend copie.

Art. 8. § 1^{er}. Lorsque le client est physiquement absent lors de son identification par l'entreprise de leasing ou la personne désignée par celle-ci, telle que le vendeur du bien, l'identité du client doit être vérifiée au moyen de :

- 1° soit la carte d'identité électronique du client;
- 2° soit une copie d'un document visé à l'article 7;

3° soit un certificat qualifié au sens de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification et au sens de la Directive 1999/93/CE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 1999 sur un cadre communautaire pour les signatures électroniques, pour autant que :

a) ce certificat ait été émis :

- par un prestataire de service de certification qui est établi dans un Etat membre de l'Espace économique européen et qui y est accrédité conformément aux dispositions du Règlement (UE) n° 910/2014, ou
- par un autre prestataire de service de certification qui est établi dans un Etat membre de l'Espace économique européen, et dont

3° wanneer de leasingonderneming twijfelt aan de waarachtigheid of de juistheid van de identificatiegegevens van een reeds geïdentificeerde cliënt.

Art. 5. De leasingonderneming moet ook de identificatiegegevens van haar cliënten waarover ze beschikt verifiëren en actualiseren, wanneer zij over aanwijzingen beschikt dat die gegevens niet langer actueel zijn, met name in het kader van haar bestendige waakzaamheidsplicht zoals beschreven in artikel 20.

Onderafdeling II. — Waarop hebben de identificatie en de verificatie van de identiteit van de cliënten betrekking ?

Art. 6. § 1. Voor natuurlijke personen hebben de identificatie en de verificatie van de identiteit van de cliënten betrekking op : de naam en voornaam, de geboortedatum en geboorteplaats en, in de mate van het mogelijke, het adres.

§ 2. Voor rechtspersonen, trusts, fiducieën en soortgelijke juridische constructies hebben de identificatie en de verificatie betrekking op :

- de maatschappelijke naam;
- de maatschappelijke zetel;
- de naam en voornaam van de bestuurders, van de trustee, van de beschermer (in voorkomend geval);
- de bepalingen om verbintenissen aan te gaan voor de rechtspersoon, trust, fiducie of soortgelijke juridische constructie.

§ 3. De identificatie en de verificatie hebben eveneens betrekking op het voorwerp van de leasingovereenkomst. In het bijzonder verifieert de leasingonderneming of de in leasing genomen goederen coherent zijn met en in verhouding staan tot de economische activiteit van de leasingnemer.

Onderafdeling III. — Hoe de identiteit van natuurlijke personen verifiëren ?

Art. 7. Wanneer de cliënt fysiek aanwezig is bij zijn identificatie door de leasingonderneming of de door haar aangewezen persoon, zoals de verkoper van het goed, moet de identiteit van de cliënt worden geverifieerd aan de hand van zijn identiteitskaart.

Indien de cliënt van buitenlandse nationaliteit is en zijn woonplaats heeft in het buitenland, kan zijn identiteit ook worden geverifieerd aan de hand van zijn paspoort of ieder ander identiteitsdocument waarmee hij geldig in België kan verblijven.

Indien de cliënt een in België gevestigde persoon van buitenlandse nationaliteit is die wegens zijn wettelijk statuut op het Belgisch grondgebied niet over een door de Belgische autoriteiten uitgereikte identiteitskaart beschikt, kan zijn identiteit worden geverifieerd aan de hand van een geldig bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister, of, als hij wegens zijn statuut niet over een dergelijk bewijs beschikt, aan de hand van een geldig, door de Belgische openbare overheden uitgereikt document dat de wettelijkheid van zijn verblijf in België attesteert.

Indien het adres van de cliënt niet vermeld staat op het bewijsstuk dat hij voorlegt, of indien de leasingonderneming twijfelt aan de juistheid van het opgegeven adres, moet ze die gegevens verifiëren aan de hand van een ander document dat als bewijs kan dienen voor het werkelijke adres van de cliënt en maakt ze daarvan een kopie.

Art. 8. § 1. Wanneer de cliënt niet fysiek aanwezig is bij zijn identificatie door de leasingonderneming of de door haar aangewezen persoon, zoals de verkoper van het goed, moet de identiteit van de cliënt worden geverifieerd aan de hand van :

- 1° ofwel de elektronische identiteitskaart van de cliënt;
- 2° ofwel een kopie van een in artikel 7 bedoeld document;

3° ofwel een gekwalificeerd certificaat in de zin van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatie-diensten en in de zin van Richtlijn 1999/93/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 1999 betreffende een gemeenschappelijk kader voor elektronische handtekeningen, voor zover :

a) dit certificaat werd uitgereikt :

- door een certificatie-dienstverlener die gevestigd is in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte en daartoe geaccrediteerd is overeenkomstig de bepalingen van het Reglement 910/2014, of
- door een andere certificatie-dienstverlener die gevestigd is in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte en waarvan de

l'entreprise de leasing a préalablement décidé d'accepter les certificats au titre de documents probants, sur la base d'une analyse préalable et documentée de sa réputation et de ses procédures de certification, ou

- par un autre prestataire de service de certification établi dans un pays tiers, qui remplit les conditions fixées à l'article 16, § 2, de la loi du 9 juillet 2001 précitée, et dont l'entreprise de leasing a préalablement décidé d'accepter les certificats au titre de documents probants, sur base d'une analyse préalable et documentée de sa réputation et de ses procédures de certification;

b) la délivrance du certificat qualifié d'identification ait lieu sur base d'une procédure requérant une identification face-à-face du client par le prestataire de service de certification lui-même ou, dans le respect des procédures qu'il définit, par des personnes qu'il mandate à cet effet;

- c) ce certificat qualifié n'ait pas été émis sous un pseudonyme;

d) l'entreprise de leasing procède instantanément, systématiquement et automatiquement à la vérification de la non-péréemption du certificat produit et de sa non-révocation par le prestataire de service de certification émetteur.

Les entreprises de leasing procèdent à un réexamen périodique, sur base d'une actualisation des informations dont elles disposent, de leur décision d'accepter les certificats émis par les prestataires de service de certification visés à l'alinéa 1^{er}, 3, a, deuxième et troisième tirets.

§ 2. En outre, l'entreprise de leasing prend des mesures d'identification spécifiques et appropriées afin de remédier au risque plus élevé du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme lorsque l'identification est opérée à distance.

Ces mesures d'identification peuvent entre autres comprendre :

- la consultation du registre national, si l'entreprise de leasing y est autorisée;
- l'exigence que le client présente des documents supplémentaires prouvant son identité;
- la comparaison de l'information disponible avec les renseignements fournis par des sources fiables, indépendamment du client;
- l'envoi régulier de lettres à l'adresse du client et le suivi strict du retour du courrier.

§ 3. L'entreprise de leasing ne peut conclure un contrat de leasing pour un client identifié à distance, notamment lorsqu'elle a des raisons de croire :

- que le client essaie d'éviter un contact direct afin de pouvoir camoufler plus facilement sa véritable identité, ou
- qu'il a l'intention de procéder à des opérations de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

Sous-section IV. — Comment vérifier l'identité des personnes morales ?

Art. 9. § 1^{er}. Lors de l'identification des clients qui sont des personnes morales de droit belge, la vérification de leur identité doit être opérée au moyen des documents probants suivants :

1° les derniers statuts coordonnés ou les statuts à jour de la personne morale-cliente déposés au Greffe du Tribunal de Commerce ou publiés dans les annexes du *Moniteur belge*, qui sont accessibles via la Banque carrefour des entreprises;

2° la liste des administrateurs de la personne morale et la publication de leur nomination au *Moniteur belge* ou dans la Banque carrefour des entreprises, ou tout autre document probant permettant d'établir leur qualité d'administrateurs, tels que toute publication au *Moniteur belge* faisant mention de ces personnes en tant qu'administrateurs, ou les comptes annuels déposés à la Banque Nationale de Belgique;

3° la dernière publication au *Moniteur belge* des pouvoirs de représentation de la personne morale-cliente, qui est accessible via la Banque carrefour des entreprises.

En vertu de l'article 38, § 2, 2^{ème} alinéa, de la loi, si l'entreprise de leasing a consulté une ou plusieurs bases de données fiables permettant de vérifier les trois points ci-dessus, elle peut conserver les références des documents probants exigés lors de l'identification du client en lieu et place d'une copie de ceux-ci.

leasingonderneming vooraf heeft beslist de certificaten als bewijsstuk te aanvaarden, na een voorafgaand en gedocumenteerd onderzoek naar zijn reputatie en certificatieprocedures, of

- door een andere certificatedienstverlener die gevestigd is in een derde land, die voldoet aan de voorwaarden van artikel 16, § 2, van de voornoemde wet van 9 juli 2001 en waarvan de leasingonderneming vooraf heeft beslist de certificaten als bewijsstuk te aanvaarden, na een voorafgaand en gedocumenteerd onderzoek naar zijn reputatie en certificatieprocedures;

b) de procedure voor het uitreiken van het gekwalificeerde identiteitscertificaat een face-to-face-identificatie van de cliënt vereist door de certificatedienstverlener zelf of, overeenkomstig zijn procedures, door de personen die hij daartoe machtigt;

c) dit gekwalificeerde certificaat niet werd uitgereikt onder een schuilnaam;

d) de leasingonderneming onmiddellijk, systematisch en automatisch controleert of het voorgelegde certificaat niet is verlopen of niet is ingetrokken door de certificatedienstverlener die het heeft uitgereikt.

De leasingondernemingen dienen hun beslissing tot aanvaarding van de certificaten die zijn uitgereikt door de certificatedienstverleners bedoeld in het eerste lid, 3, a, tweede en derde streepje, op periodieke basis te herzien in het licht van een update van de informatie waarover zij beschikken.

§ 2. Indien de identificatie op afstand plaatsvindt, neemt de leasingonderneming bovendien specifieke en passende identificatiemaatregelen om tegemoet te komen aan het grotere risico op witwassen van geld en financiering van terrorisme.

Die identificatiemaatregelen kunnen onder meer inhouden :

- de raadpleging van het rijksregister, als de leasingonderneming daartoe bevoegd is;
- de eis dat de cliënt bijkomende documenten voorlegt ter staving van zijn identiteit;
- de vergelijking van de beschikbare informatie met inlichtingen verstrekt door betrouwbare bronnen, onafhankelijk van de cliënt;
- het regelmatig versturen van brieven naar het adres van de cliënt en de strikte opvolging van de terugkerende post.

§ 3. De leasingonderneming mag geen leasingovereenkomst afsluiten voor een op afstand geïdentificeerde cliënt wanneer er redenen bestaan om aan te nemen :

- dat de cliënt een rechtstreeks contact probeert te vermijden om zijn ware identiteit gemakkelijker te kunnen verhullen, of
- dat de cliënt van plan is verrichtingen te doen voor het witwassen van geld of de financiering van terrorisme.

Onderafdeling IV. — Hoe de identiteit van rechtspersonen verifiëren ?

Art. 9. § 1. Bij de identificatie van cliënten die rechtspersonen naar Belgisch recht zijn, moet de identiteit worden geverifieerd aan de hand van de volgende bewijsstukken :

1° recentste versie van de gecoördineerde statuten of de geactualiseerde statuten van de rechtspersoon-client die zijn neergelegd ter Griffie van de Rechtbank van Koophandel of die werden gepubliceerd in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*, die toegankelijk zijn via de Kruispuntbank van ondernemingen;

2° de lijst van de bestuurders van de rechtspersoon en de bekendmaking van hun benoeming in het *Belgisch Staatsblad* of in de Kruispuntbank van ondernemingen, of ieder ander bewijsstuk aan de hand waarvan hun hoedanigheid van bestuurder kan worden bewezen, zoals elke publicatie in het *Belgisch Staatsblad* waarin die personen als bestuurder worden vermeld, of de bij de Nationale Bank van België neergelegde jaarrekeningen;

3° de recentste publicatie in het *Belgisch Staatsblad* van de vertegenwoordigingsbevoegdheden van de rechtspersoon-client, die toegankelijk is via de Kruispuntbank van ondernemingen.

Krachtens artikel 38, § 2, tweede lid, van de wet, indien de leasingonderneming een of meerdere betrouwbare databanken heeft geconsulteerd aan de hand waarvan de drie bovenstaande punten kunnen worden geverifieerd, mag zij de verwijzingen bewaren naar de bij de cliëntenidentificatie opgevraagde bewijsstukken in plaats van een afschrift ervan.

§ 2. Lors de l'identification des clients qui sont des personnes morales de droit étranger, la vérification de leur identité doit être opérée au moyen des documents ou des références équivalents à ceux énumérés au paragraphe 1^{er} et de leur traduction dans une des langues nationales ou en anglais.

Le type d'informations et de documents qui serait normalement nécessaire pour mettre en œuvre cette obligation sont les suivants :

1° le nom, la forme juridique et l'attestation d'existence – la vérification pourrait être réalisée par exemple au moyen d'un certificat de constitution, un contrat de société, ou tout autre document provenant d'une source indépendante et fiable indiquant le nom, la forme et l'existence du client;

2° (les pouvoirs qui régissent et lient la personne morale (par exemple, les statuts d'une société) ainsi que les noms des personnes pertinentes occupant les fonctions de direction dans la personne morale (par exemple, directeurs généraux);

3° l'adresse du siège social et, si elle est différente, celle de l'un des principaux lieux d'activité.

Sous-section V. — Comment vérifier l'identité des clients sans personnalité juridique ou des clients en indivision, trusts et fiducies ?

Art. 10. § 1^{er}. Lors de l'identification des clients qui sont des trusts, des associations de fait, des fiducies ou toutes autres structures juridiques dénuées de personnalité juridique, l'entreprise de leasing prend connaissance de l'existence, de la nature, des finalités poursuivies et des modalités de gestion et de représentation. Ensuite, l'entreprise de leasing vérifie cette information au moyen de tous documents susceptibles de faire preuve, dont elle prendra copie.

Cette identification inclut la prise de connaissance et la vérification par l'entreprise de leasing de la liste des personnes autorisées à exercer la gestion de ces clients, au moyen d'un document susceptible de faire preuve.

Pour les constructions juridiques, comme les trusts, cette identification inclut la prise de connaissance et la vérification de l'identité du constituant du trust, du ou des trustees, du protecteur (le cas échéant).

§ 2. Lorsque le client est une indivision, les obligations d'identification du client et de vérification de son identité conformément aux articles 4 à 9 portent sur chaque indivisaire. Dans le cas de droits démembrés, ces obligations portent sur les usufruitiers, emphytéotes ou superficiaires.

Art. 11. L'entreprise de leasing doit toutefois, si nécessaire et dans la mesure du possible, vérifier si les informations reprises dans les pièces d'identification, sont prouvées par d'autres pièces, données ou déclarations. Le cas échéant, il y a lieu de vérifier également si la date limite de validité des pièces d'identification n'a pas été dépassée.

Section III. — Identification des mandataires, vérification de leur identité et vérification de leurs pouvoirs de représentation

Art. 12. Sont notamment visés les mandataires suivants :

- les personnes autorisées à agir au nom des clients en vertu d'un mandat général ou spécial;
- les personnes autorisées à représenter les clients qui sont des personnes morales, des associations de fait ou toutes autres structures juridiques dénuées de personnalité juridique, dans leurs relations avec l'entreprise de leasing.

Art. 13. L'entreprise de leasing doit identifier les mandataires, vérifier leur identité et mettre à jour leurs données, de la même manière que les clients, conformément aux articles 4 à 11.

Elle doit également prendre connaissance des pouvoirs de représentation du mandataire et les vérifier au moyen de documents probants.

Section IV. — Identification et vérification de l'identité des bénéficiaires effectifs

Sous-section I^{re}. — Comment déterminer qui sont les bénéficiaires effectifs?

Art. 14. Les clients ou leur mandataire doivent communiquer l'identité de leurs bénéficiaires effectifs ainsi que la structure de propriété et de représentation de l'entreprise.

§ 2. Bij de identificatie van cliënten die rechtspersonen naar buitenlands recht zijn, moet de identiteit worden geverifieerd aan de hand van vergelijkbare documenten of verwijzingen als vermeld in paragraaf 1 en aan de hand van de vertaling ervan in een van de landstalen of in het Engels.

Om die verplichting uit te voeren, zullen normaliter de volgende gegevens en documenten nodig zijn :

1° de naam, de rechtsvorm en het bewijs van bestaan – de verificatie kan bijvoorbeeld worden uitgevoerd aan de hand van een certificaat van oprichting, een vennootschapscontract, of ieder ander document afkomstig van een onafhankelijke en betrouwbare bron waaruit naam, vorm en bestaan van de cliënt blijken;

2° het gezag waaronder de rechtspersoon valt en waardoor hij gebonden is (bijvoorbeeld de statuten van een vennootschap) alsook de namen van de relevante personen die de leidinggevende functies bekleden binnen de rechtspersoon (bijvoorbeeld directeurs-generaal);

3° het adres van de maatschappelijke zetel en, indien verschillend, het adres van een van de voornaamste activiteitsplaatsen.

Onderafdeling V. — Hoe de identiteit verifiëren van cliënten zonder rechtspersoonlijkheid of van cliënten in onverdeeldheid, trusts en fiducieën ?

Art. 10. § 1. Bij de identificatie van cliënten die trusts, feitelijke verenigingen, fiducieën of enige andere juridische structuur zonder rechtspersoonlijkheid zijn, neemt de leasingonderneming kennis van het bestaan, de aard, het doel en de wijze van beheer en vertegenwoordiging. Vervolgens verifieert de leasingonderneming die informatie aan de hand van documenten die daartoe als bewijs kunnen dienen, en maakt ze daarvan een kopie.

Als onderdeel van die identificatie neemt de leasingonderneming kennis van de lijst van personen die gemachtigd zijn om het beheer van deze cliënten waar te nemen en verifieert ze die gegevens aan de hand van een document dat daartoe als bewijs kan dienen.

Voor de juridische constructies, zoals de trust, omvat die identificatie de kennisneming en verificatie van de identiteit van de trustschepper, de trustee(s), de beschermer (in voorkomend geval).

§ 2. Wanneer de cliënt een onverdeeldheid is, moeten de verplichtingen inzake identificatie van de cliënt en verificatie van zijn identiteit conform de artikelen 4 tot 9 worden uitgevoerd voor elke onverdeelde eigenaar. Bij splitsing van de rechten moeten deze identificatie en identiteitsverificatie worden uitgevoerd voor de vruchtgebruikers, erfpachters of opstalhouders.

Art. 11. De leasingonderneming moet, indien nodig en in de mate van het mogelijke, nagaan of de inlichtingen uit de identificatiestukken worden gestaafd door andere stukken, gegevens of verklaringen. In voorkomend geval moet ook worden nagegaan of de uiterste geldigheidsdatum van de identificatiestukken niet is overschreden.

Afdeling III. — Identificatie van de lasthebbers, verificatie van hun identiteit en verificatie van hun vertegenwoordigingsbevoegdheden

Art. 12. Worden inzonderheid bedoeld, de volgende lasthebbers :

- de personen die krachtens een algemene of bijzondere lastgeving gemachtigd zijn om op te treden in naam van een cliënt;
- de personen die gemachtigd zijn om op te treden als vertegenwoordiger van een cliënt in zijn relaties met de leasingonderneming wanneer die cliënt een rechtspersoon, een feitelijke vereniging of enige andere juridische structuur zonder rechtspersoonlijkheid is.

Art. 13. De leasingonderneming moet de lasthebbers identificeren, hun identiteit verifiëren en hun gegevens actualiseren, op dezelfde manier als de cliënten, conform de artikelen 4 tot 11.

Ze moet ook kennis nemen van de vertegenwoordigingsbevoegdheden van de lasthebber en ze verifiëren aan de hand van bewijsstukken.

Afdeling IV. — Identificatie en verificatie van de identiteit van de uiteindelijke begunstigen

Onderafdeling I. — Hoe bepalen wie de uiteindelijke begunstigen zijn?

Art. 14. De cliënten of hun lasthebber moeten de identiteit van hun uiteindelijke begunstigen meedelen, alsook de eigendoms- en vertegenwoordigingsstructuur van de onderneming.

Cette communication peut s'effectuer sur la base d'un questionnaire (papier ou électronique) remis au client par l'entreprise de leasing et dont le modèle peut être établi par l'ABL d'un commun accord avec le SPF Economie.

Sous-section II. — Quand identifier, vérifier et mettre à jour les données des bénéficiaires effectifs ?

Art. 15. Les bénéficiaires effectifs doivent être identifiés et leurs données mises à jour, aux mêmes moments que les clients, conformément aux articles 4 et 5.

Sous-section III. — Sur quoi porte l'identification des bénéficiaires effectifs ?

Art. 16. L'identification des bénéficiaires effectifs nécessite de connaître leur nom et prénom et, dans la mesure du possible, la date et le lieu de naissance ainsi que l'adresse.

Sous-section IV. — Comment vérifier l'identité des bénéficiaires effectifs ?

Art. 17. En fonction du risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, l'entreprise de leasing examine dans toute la mesure du possible la pertinence et la crédibilité des renseignements communiqués par le client ou son mandataire en vertu de l'article 14 et s'efforce de vérifier l'identité des bénéficiaires effectifs ainsi communiqués, par exemple :

- au moyen des documents requis pour vérifier l'identité des clients personnes physiques, visés aux articles 7 ou 8;
- à l'aide d'autres documents tels que l'acte de constitution, le registre des actionnaires nominatifs ou des associés ou les listes de présence aux assemblées générales;
- à l'aide de diverses sources d'information généralement fiables, telles que des banques de données commerciales.

Si malgré la consultation de ces autres documents ou sources, les renseignements communiqués restent peu pertinents ou vraisemblables ou s'il reste raisonnablement impossible de vérifier l'identité de la personne concernée, l'entreprise de leasing procède à une justification écrite qu'elle conserve dans le dossier d'identification du client. Elle tient compte de l'absence de vérification de l'identité des bénéficiaires effectifs dans l'application de sa politique d'acceptation des clients et ses mesures de vigilance constante, visées aux articles 19 à 22.

En outre, si le doute quant à la pertinence ou la vraisemblance des renseignements communiqués ou l'impossibilité raisonnable de vérifier l'identité des bénéficiaires effectifs, sont de nature à aggraver déraisonnablement le risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, plus précisément au regard des indices repris au chapitre III, l'entreprise de leasing refuse de conclure un contrat de leasing et en informe la CTIF.

Section V. — Intervention d'un tiers introducteur d'affaires

Art. 18. § 1^{er}. L'intervention d'un tiers introducteur d'affaires conformément à l'article 10, § 1^{er}, de la loi est soumise aux conditions suivantes :

1° l'entreprise de leasing vérifie préalablement que le tiers introducteur d'affaires répond aux conditions fixées par l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi; elle conserve la documentation sur laquelle il a fondé sa vérification;

2° le tiers introducteur d'affaires s'engage préalablement, par écrit, à fournir sans délai à l'entreprise de leasing les informations d'identification des clients qu'il introduira ou des bénéficiaires effectifs de ces clients et, si l'entreprise de leasing le lui demande, une copie des documents au moyen desquels il aura vérifié leur identité.

§ 2. Dans les conditions définies au paragraphe 1^{er}, les entreprises de leasing peuvent accepter les résultats des devoirs de vigilance qui sont exécutés par un tiers introducteur d'affaires situé dans un pays de l'Espace économique européen ou dans un pays tiers et ce, même si les données ou documents probants sur lesquels portent l'identification ou la vérification de celle-ci diffèrent de ceux requis par la loi ou par les mesures prises en exécution de la loi.

Die mededeling kan gebeuren op basis van een vragenlijst (op papier of elektronisch) die door de leasingonderneming aan de cliënt wordt bezorgd en waarvan het model kan worden opgemaakt door de BLV in onderling overleg met de FOD Economie.

Onderafdeling II. — Wanneer de uiteindelijke begunstigten identificeren, hun identiteit verifiëren en hun gegevens actualiseren?

Art. 15. De uiteindelijke begunstigten moeten worden geïdentificeerd en hun gegevens moeten worden geactualiseerd op dezelfde momenten als de cliënten, conform de artikelen 4 en 5.

Onderafdeling III. — Waarop heeft de identificatie van de uiteindelijke begunstigten betrekking ?

Art. 16. Voor de identificatie van de uiteindelijke begunstigten is het noodzakelijk hun naam en voornaam te kennen en, in de mate van het mogelijke, hun geboortedatum en geboorteplaats alsook hun adres.

Onderafdeling IV. — Hoe de identiteit van de uiteindelijke begunstigten verifiëren ?

Art. 17. In functie van het risico op witwassen van geld en financiering van terrorisme onderzoekt de leasingonderneming in de mate van het mogelijke de pertinente en de geloofwaardigheid van de op grond van artikel 14 door de cliënt of zijn lasthebber meegedeelde inlichtingen en tracht zij de identiteit van de aldus meegedeelde uiteindelijke begunstigten te verifiëren, bijvoorbeeld :

- aan de hand van de documenten die nodig zijn om de identiteit van cliënten-natuurlijke personen te verifiëren zoals bedoeld in de artikelen 7 of 8;
- aan de hand van andere documenten zoals de oprichtingsakte, het register van aandeelhouders op naam of het vennotenregister, of de aanwezigheidslijsten van de algemene vergaderingen;
- aan de hand van diverse doorgaans betrouwbare informatiebronnen, zoals commerciële databanken.

Indien de meegedeelde inlichtingen ondanks de raadpleging van die andere documenten of bronnen weinig pertinent of geloofwaardig blijven, of indien het redelijkerwijs onmogelijk blijft om de identiteit van de betrokken persoon te verifiëren, stelt de leasingonderneming daarover een schriftelijke verantwoording op die ze bewaart in het identificatiedossier van de cliënt. Bij toepassing van haar cliëntacceptatiebeleid en haar maatregelen van bestendige waakzaamheid als bedoeld in de artikelen 19 tot 22, houdt de leasingonderneming rekening met het feit dat de identiteit van de uiteindelijke begunstigten niet kon worden geverifieerd.

Bovendien, wanneer als gevolg van de twijfel over de pertinentie of de geloofwaardigheid van de meegedeelde inlichtingen of als gevolg van de redelijke onmogelijkheid om de identiteit van de uiteindelijke begunstigten te verifiëren het risico op witwassen van geld of financiering van terrorisme onredelijk toeneemt, meer bepaald gezien de aanwijzingen waarvan sprake in hoofdstuk III, weigert de leasingonderneming een leasingovereenkomst af te sluiten en brengt ze de CFI daarvan op de hoogte.

Afdeling V. — Tussenkost van een derde zaakaanbrenger

Art. 18. § 1. Opdat een derde zaakaanbrenger conform artikel 10, § 1, van de wet een tussenkost zou mogen verrichten, dient aan de volgende voorwaarden te zijn voldaan :

1° de leasingonderneming moet vooraf verifiëren of de derde zaakaanbrenger voldoet aan de voorwaarden van artikel 10, § 1, eerste lid, van de wet, en ze moet de documenten bewaren waarop ze zich daarvoor heeft gebaseerd;

2° de derde zaakaanbrenger moet er zich vooraf schriftelijk toe verbinden de leasingonderneming onverwijld de identificatiegegevens te bezorgen van de cliënten die hij zal aanbrengen of van hun uiteindelijke begunstigten, en de leasingonderneming, wanneer zij daarom verzoekt, een kopie te bezorgen van de documenten aan de hand waarvan hij hun identiteit heeft geverifieerd.

§ 2. Onder de voorwaarden bepaald in paragraaf 1 mogen de leasingondernemingen de uitkomst aanvaarden van het klantenonderzoek dat werd uitgevoerd door een derde zaakaanbrenger die gevestigd is in een land van de Europese Economische Ruimte of in een derde land, ook al zijn de gegevens of bewijsstukken waarop de identificatie of de identiteitsverificatie betrekking heeft verschillend van die vereist door de wet of door de ter uitvoering van de wet genomen maatregelen.

§ 3. La faculté de faire exécuter par un tiers introducteur d'affaires les obligations énumérées à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi et au paragraphe 1^{er} du présent article est néanmoins soumise à la condition que ce dernier ait procédé personnellement à l'identification face-à-face du client.

§ 4. Par application de l'article 10, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi, l'entreprise de leasing qui a recours à un tiers introducteur d'affaires s'assure que l'identification du client introduit et de ses mandataires et bénéficiaires effectifs et la vérification de leur identité ont été complètement et correctement opérées par le tiers introducteur d'affaires, conformément à la législation qui est applicable à celui-ci. Au besoin, l'entreprise de leasing procède elle-même aux compléments nécessaires d'identification et de vérification, voire à une nouvelle identification et à une nouvelle vérification de l'identité du client introduit, de ses mandataires ou de ses bénéficiaires effectifs, conformément aux dispositions de la loi et du présent règlement.

CHAPITRE III. — Politique d'acceptation des clients et devoirs de vigilance

Section I^{re}. — Politique d'acceptation des clients

Art. 19. Les entreprises de leasing arrêtent et mettent en œuvre une politique d'acceptation des clients appropriée aux activités qu'elles exercent, permettant de soumettre la conclusion des contrats de leasing avec les clients à un examen préalable des risques de réputation associés au profil du client et à la nature et la valeur des biens pris en leasing.

La politique d'acceptation des clients doit prévoir une attribution des compétences de décision au niveau hiérarchique adéquat pour tenir compte de l'importance de ces risques.

La politique d'acceptation des clients doit également permettre à l'organisme de concourir pleinement à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme par une prise de connaissance et un examen appropriés des caractéristiques des nouveaux clients, en étant particulièrement attentif à celles reprises aux articles 21 et 22.

Section II. — Vigilance constante

Art. 20. Conformément à l'article 14 de la loi, les entreprises de leasing doivent exercer une vigilance constante pendant l'exécution du contrat de leasing, en particulier à l'égard de toute opération ou tout fait qu'ils considèrent particulièrement susceptible d'être lié au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme, en particulier dans les cas visés aux articles 21 et 22 et ce, en raison de sa nature ou de son caractère inhabituel par rapport aux activités du client ou en raison des circonstances qui l'entourent ou de par la qualité des personnes impliquées.

Section III. — Recherches complémentaires sur le client, le mandataire et le bénéficiaire effectif

Art. 21. Avant la conclusion d'un contrat de leasing, l'entreprise de leasing prend les mesures nécessaires et adéquates pour déterminer si le client, son mandataire ou un bénéficiaire effectif présentent une ou plusieurs caractéristiques présentant un risque élevé de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, en particulier les caractéristiques suivantes :

a) caractéristiques nécessitant les mesures prévues à l'article 23 et aussi, en cas de soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, aux articles 24 et 25 :

- le client, mandataire ou bénéficiaire effectif est une personne politiquement exposée, un membre de sa famille ou une personne qui lui est étroitement associée; cette vérification s'effectue notamment via des consultations cumulatives d'internet, de banques de données officielles (EU Consolidation list...) ou commerciales (World Compliance, World check...), de la déclaration du client sur base d'un questionnaire;
- le client, le mandataire ou un bénéficiaire effectif est une personne incapable, notoirement délinquante ou impliquée dans une ou diverses faillites frauduleuses ou autres opérations douteuses;
- le client, le mandataire ou un bénéficiaire effectif est établi dans un pays ou un territoire qualifié de pays ou territoire non coopératif par le GAFI ou à l'égard duquel celui-ci recommande des contre-mesures ou une vigilance renforcée;

§ 3. De in artikel 10, § 1, eerste lid, van de wet en in paragraaf 1 van dit artikel opgesomde verplichtingen kunnen echter pas door een derde zaakaanbrenger worden volbracht indien deze laatste zelf de cliënt face to face heeft geïdentificeerd.

§ 4. Met toepassing van artikel 10, § 1, vierde lid, van de wet, moet een leasingonderneming die een beroep doet op een derde zaakaanbrenger zich ervan vergewissen dat de identificatie van de aangebrachte cliënt en van zijn lasthebbers en uiteindelijke begunstigden en de verificatie van hun identiteit volledig en correct werden uitgevoerd door de derde zaakaanbrenger, conform de wetgeving die op hem van toepassing is. Indien nodig gaat de leasingonderneming zelf over tot een aanvullende of zelfs volledig nieuwe identificatie en identiteitsverificatie van de aangebrachte cliënt, van zijn lasthebbers of van zijn uiteindelijke begunstigden, conform de bepalingen van de wet en van dit reglement.

HOOFDSTUK III. — Cliëntacceptatiebeleid en waakzaamheidsplicht

Afdeling I. — Cliëntacceptatiebeleid

Art. 19. De leasingondernemingen dienen een aan hun activiteiten aangepast cliëntacceptatiebeleid uit te stippelen en te implementeren, dat hen in staat stelt het sluiten van de leasingovereenkomsten met de cliënten te onderwerpen aan een voorafgaand onderzoek naar de reputatierisico's die zijn verbonden aan het profiel van de cliënt en aan de aard en de waarde van de in leasing genomen goederen.

In het kader van dat cliëntacceptatiebeleid dient de beslissingsbevoegdheid aan een passend hiërarchisch niveau te worden toegewezen rekening houdend met de omvang van die risico's.

Het cliëntacceptatiebeleid moet de onderneming ook in staat stellen haar volledige medewerking te verlenen aan de voorkoming van witwassen van geld en financiering van terrorisme door een passende bewustwording omtrent en een passend onderzoek van de kenmerken van de nieuwe cliënten, met bijzondere aandacht voor de kenmerken opgenomen in de artikelen 21 en 22.

Afdeling II. — Bestendige waakzaamheid

Art. 20. Conform artikel 14 van de wet moeten de leasingondernemingen een bestendige waakzaamheid aan de dag leggen tijdens de uitvoering van de leasingovereenkomst, in het bijzonder ten aanzien van alle verrichtingen of feiten die zij bijzonder vatbaar achten voor witwassen van geld of financiering van terrorisme, in het bijzonder in de gevallen bedoeld in de artikelen 21 en 22, en dat wegens hun aard of ongebruikelijke karakter gelet op de activiteiten van de cliënt, of wegens de begeleidende omstandigheden of de hoedanigheid van de betrokken personen.

Afdeling III. — Bijkomend onderzoek naar de cliënt, de lasthebber en de uiteindelijke begunstigde

Art. 21. Voor het sluiten van een leasingovereenkomst, neemt de leasingonderneming de nodige en passende maatregelen om te bepalen of de cliënt, zijn lasthebber of een uiteindelijke begunstigde een of meerdere kenmerken vertoont die een verhoogd risico op witwassen van geld of financiering van terrorisme inhouden, in het bijzonder de volgende kenmerken :

a) kenmerken die de maatregelen vereisen waarin artikel 23 en ook, in geval van vermoeden van witwassen van geld of financiering van terrorisme, artikelen 24 en 25 voorzien :

- de cliënt, lasthebber of uiteindelijke begunstigde is een politiek prominent persoon, een familielid van een politiek prominent persoon of iemand die nauw verbonden is met een politiek prominent persoon; die verificatie gebeurt met name door cumulatieve raadpleging van internet, officiële databanken (EU Consolidation List, ...) of commerciële databanken (World Compliance, World check, ...), de verklaring van de cliënt op basis van een vragenlijst;
- de cliënt, de lasthebber of een uiteindelijke begunstigde is handelingsonbekwaam, staat algemeen bekend als delinquent, of is betrokken bij een of meerdere frauduleuze faillissementen of andere dubieuze verrichtingen;
- de cliënt, de lasthebber of een uiteindelijke begunstigde is gevestigd in een land of een gebied dat door de FAG wordt gekwalificeerd als een land of een gebied dat niet aan de witwasbestrijding meewerkt, of ten aanzien waarvan de FAG tegenmaatregelen of een verhoogde waakzaamheid aanbeveelt;

- le client est une société dont une part importante du capital est représentée par des actions au porteur susceptibles de changer aisément de propriétaire à l'insu de l'entreprise de leasing.

b) caractéristique constituant un empêchement à la conclusion d'un contrat de leasing :

- le client, le mandataire ou un bénéficiaire effectif figure sur une liste telle que la « EU consolidation sanction list » ou une autre liste équivalente émanant des Nations-Unies.

Section IV. — Constatation de faits présentant un risque élevé de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme

Art. 22. L'entreprise de leasing relève les opérations et faits présentant un risque élevé de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, notamment les opérations et faits suivants :

1° opérations ou faits nécessitant les mesures prévues à l'article 23 et aussi, en cas de soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, aux articles 24 et 25 :

a) faits constatés avant la conclusion du contrat de leasing (dans le cadre de la politique d'acceptation des clients) :

- il n'a pas été possible de vérifier l'identité d'un bénéficiaire effectif suite aux mesures prises en vertu de l'article 17, alinéa 2;
- le client ou le mandataire est non résident;
- le client est un trust, une association de fait ou une autre structure juridique dont une bonne connaissance requiert une analyse plus approfondie, par exemple :
 - une structure juridique complexe ou transnationale sans raison économiquement justifiée;
 - un conseil d'administration composé de sociétés sans activités réelles;
- le client, le mandataire ou un bénéficiaire effectif présente des caractéristiques inhabituelles et suspectes;
- le mandataire ou des associés sont manifestement des hommes de paille;
- l'activité du client n'est pas claire ou est suspecte;
- le bien est acheté à l'étranger sans raison économiquement justifiée;
- le prix du bien est nettement inférieur ou supérieur à sa valeur vénale;
- le prix du bien, en particulier lorsqu'il s'agit d'un véhicule non-utilitaire, est disproportionné par rapport à la situation socio-économique et financière du client, en particulier dans les cas suivants :
 - le client est une société en formation, existant depuis moins de 15 mois ou une sprl starter;
 - le client est une société sans personnalité juridique;
 - le client est une ASBL ou une société étrangère sans but lucratif;

b) faits constatés en cours d'exécution du contrat de leasing (dans le cadre de l'obligation de vigilance constante définie à l'article 14, § 1^{er}, de la loi) :

- le bien est remboursé anticipativement sans raison économiquement justifiée;
- les paiements du client sont effectués à partir d'un compte géré par une institution financière établie dans un pays ou un territoire qualifié de pays ou territoire non coopératif par le GAFI ou à l'égard duquel celui-ci recommande des contre-mesures ou une vigilance renforcée;
- les paiements sont totalement incohérents sur le plan économique ou fiscal et présentent plusieurs caractéristiques inhabituelles, plus précisément :
 - les paiements ne sont pas effectués à partir d'un des comptes bancaires du client mais à partir du compte d'un tiers n'ayant aucun lien avec le client en tant qu'entreprise;
 - les montants payés ne correspondent pas aux mensualités mais sont par exemple arrondis;
 - les paiements sont anachroniques par rapport aux échéances du contrat;

- de cliënt is een vennootschap waarvan een aanzienlijk deel van het kapitaal wordt vertegenwoordigd door aandelen aan toonder die gemakkelijk van eigenaar kunnen veranderen zonder dat de leasingonderneming daarvan op de hoogte is;

b) kenmerk die het sluiten van een leasingovereenkomst verhindert :

- de cliënt, de lasthebber of een uiteindelijke begunstigde staat op een lijst zoals de "EU Consolidation Sanction List" of een andere gelijkaardige lijst afkomstig van de Verenigde Naties.

Afdeling IV. — Vaststelling van feiten die een verhoogd risico op witwassen van geld of financiering van terrorisme inhouden

Art. 22. De leasingonderneming merkt de verrichtingen en feiten op die een verhoogd risico op witwassen van geld of financiering van terrorisme inhouden, met name de volgende verrichtingen en feiten :

1° verrichtingen of feiten die de maatregelen vereisen waarin artikel 23 en ook, in geval van vermoeden van witwassen van geld of financiering van terrorisme, de artikelen 24 en 25 voorzien :

a) feiten vastgesteld vóór het afsluiten van de leasingovereenkomst (in het kader van het cliëntacceptatiebeleid) :

- de identiteit van een uiteindelijke begunstigde kon niet worden geverifieerd naar aanleiding van de maatregelen op grond van artikel 17, tweede lid;
- de cliënt of de lasthebber is niet-ingezetene;
- de cliënt is een trust, een feitelijke vereniging of een andere juridische structuur waarvan een goede kennis een meer diepgaande analyse vereist, bijvoorbeeld :
 - een complexe of supranationale juridische structuur zonder economisch gerechtvaardigde reden;
 - een raad van bestuur bestaande uit vennootschappen zonder reële activiteiten;
- de cliënt, de lasthebber of een uiteindelijke begunstigde vertoont ongebruikelijke of verdachte kenmerken;
- de lasthebber of vennoten zijn duidelijk stromannen;
- de activiteit van de cliënt is niet duidelijk of is verdacht;
- het goed werd in het buitenland gekocht zonder economisch gerechtvaardigde reden;
- de prijs van het goed is duidelijk lager of hoger dan de verkoopwaarde ervan;
- de prijs van het goed, vooral wanneer het een voertuig betreft dat geen bedrijfsvoertuig is, staat niet in verhouding tot de socio-economische en financiële situatie van de cliënt, in het bijzonder in de volgende gevallen :
 - de cliënt is een vennootschap in vorming, die minder dan 15 maanden bestaat, of een starters-bvba;
 - de cliënt is een vennootschap zonder rechtspersoonlijkheid;
 - de cliënt is een vzw of een buitenlandse non-profitorganisatie;

b) feiten vastgesteld tijdens de uitvoering van de leasingovereenkomst (in het kader van de bestendige waakzaamheidsplicht zoals gedefinieerd in artikel 14, § 1, van de wet) :

- het goed wordt voortijdig terugbetaald zonder economisch gerechtvaardigde reden;
- de betalingen van de cliënt worden uitgevoerd vanaf een rekening die wordt beheerd door een financiële instelling gevestigd in een land of een gebied dat door de FAG wordt gekwalificeerd als een land of een gebied dat niet aan de witwasbestrijding meewerkt, of ten aanzien waarvan de FAG tegenmaatregelen of een verhoogde waakzaamheid aanbeveelt;
- de betalingen zijn economisch of fiscaal totaal incoherent en vertonen meerdere ongebruikelijke kenmerken, meer bepaald :
 - de betalingen worden niet uitgevoerd vanaf een van de bankrekeningen van de cliënt, maar vanaf een rekening van een derde die geen enkele link heeft met de cliënt als onderneming;
 - de betaalde bedragen stemmen niet overeen met de maandelijkse termijnbedragen, maar zijn bijvoorbeeld afgerond;
 - de betalingen zijn anachronistisch ten opzichte van de vervaldagen van de overeenkomst;

- le client propose de déposer une somme d'argent garantissant la valeur du bien afin que l'entreprise de leasing en prélève les échéances;

2° faits constituant un empêchement à la conclusion d'un contrat de leasing :

- il n'a pas été possible d'identifier ou de vérifier l'identité du client ou de son mandataire;
- l'identification du client ou du mandataire a été effectuée à distance dans les conditions de l'article 8, § 3;
- le doute quant à la pertinence ou la vraisemblance des renseignements communiqués par le client ou son mandataire quant aux bénéficiaires effectifs ou l'impossibilité raisonnable de vérifier l'identité de ceux-ci, aggrave déraisonnablement le risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, conformément à l'article 17, dernier alinéa;
- le client ou son mandataire indiquent ou laissent clairement apparaître qu'ils paieront en espèces au-delà du montant autorisé par l'article 21 de la loi.

Section V. — Rapport écrit, communication à la CTIF et mesures de vigilance renforcée

Art. 23. § 1^{er}. L'entreprise de leasing établit un rapport écrit sur toute opération ou fait atypique, tels que ceux repris aux articles 21 et 22.

§ 2. Ce rapport est conservé par le(s) responsable(s) anti-blanchiment pendant au moins cinq ans et mis à disposition du SPF Economie, s'il le demande.

Art. 24. En cas de soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, en particulier dans les cas visés aux articles 21 et 22, l'entreprise de leasing établit un rapport écrit, qu'elle conserve conformément à l'article 23, § 2, et informe la CTIF, conformément au chapitre IV de la loi.

Art. 25. Si malgré les opérations ou faits atypiques relevés ou les soupçons de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, l'entreprise de leasing souhaite conclure ou maintenir un contrat de leasing, elle exerce des mesures de vigilance renforcée, telles que :

- l'obtention d'informations supplémentaires sur le client (par exemple, profession, volume des actifs, informations disponibles dans des bases de données publiques, sur internet, etc.);
- la mise à jour plus régulière des données d'identification du client et du bénéficiaire effectif;
- l'obtention d'informations supplémentaires sur les raisons pour lesquelles le client veut conclure un contrat de leasing;
- l'obtention d'informations sur l'origine des fonds ou l'origine du patrimoine du client;
- l'obtention d'informations sur la comptabilité du client (p.ex. un échantillon de factures);
- l'autorisation de la haute direction pour engager ou poursuivre le contrat de leasing lorsque le client est une personne politiquement exposée;
- l'augmentation du nombre et de la fréquence des contrôles et la sélection des schémas d'opérations qui nécessitent un examen plus approfondi;
- la réalisation du premier paiement par l'intermédiaire d'un compte ouvert au nom du client auprès d'une banque assujettie à des normes de vigilance prévues par la loi ou similaires.

Si l'entreprise de leasing souhaite conclure un contrat de leasing malgré des soupçons, elle attend en outre l'expiration du délai d'opposition dont dispose la CTIF en vertu de l'article 23, § 2, de la loi.

- de cliënt stelt voor een som geld in bewaring te geven als garantie voor de waarde van het goed, zodat de leasingonderneming de termijnbetalingen daarvan opneemt;

2° feiten die het afsluiten van een leasingovereenkomst verhinderen :

- het was niet mogelijk de cliënt of zijn lasthebber te identificeren of hun identiteit te verifiëren;
- de identificatie van de cliënt of van de lasthebber werd uitgevoerd op afstand onder de omstandigheden van artikel 8, § 3;
- als gevolg van de twijfel over de pertinentie of de geloofwaardigheid van de door de cliënt of zijn lasthebber meegedeelde inlichtingen over de uiteindelijke begunstigden of als gevolg van de redelijke onmogelijkheid om de identiteit van de uiteindelijke begunstigden te verifiëren, neemt het risico op witwassen van geld of financiering van terrorisme onredelijk toe, conform artikel 17, laatste lid;
- de cliënt of zijn lasthebber geven aan of laten duidelijk blijken dat ze in contanten zullen betalen boven het door artikel 21 van de wet toegelaten bedrag.

Afdeling V. — Schriftelijk verslag, mededeling aan de CFI en verscherpte waakzaamheidsmaatregelen

Art. 23. § 1. De leasingonderneming stelt een schriftelijk verslag op over elke atypische verrichting of elk atypisch feit, zoals opgenomen in de artikelen 21 en 22.

§ 2. Dit verslag wordt door de antiwitwasverantwoordelijke(n) gedurende minstens vijf jaar bewaard en ter beschikking gesteld van de FOD Economie wanneer die erom verzoekt.

Art. 24. In geval van vermoeden van witwassen van geld of financiering van terrorisme, in het bijzonder in de gevallen bedoeld in de artikelen 21 en 22, stelt de leasingonderneming een schriftelijk verslag op, dat ze bewaart conform artikel 23, § 2, en ze brengt de CFI op de hoogte, conform hoofdstuk IV van de wet.

Art. 25. Wanneer de leasingonderneming ondanks de opgemerkte atypische verrichtingen of feiten, of ondanks de vermoedens van witwassen van geld of financiering van terrorisme een leasingovereenkomst wenst af te sluiten of te behouden, oefent ze verscherpte waakzaamheidsmaatregelen uit zoals :

- het verkrijgen van nadere informatie over de cliënt (bijvoorbeeld beroep, activavolume, beschikbare gegevens in openbare databanken, op internet, enz.);
- het regelmatig actualiseren van de identificatiegegevens van de cliënt en van de uiteindelijke begunstigde;
- het verkrijgen van nadere informatie over de redenen waarom de cliënt een leasingovereenkomst wil afsluiten;
- het verkrijgen van informatie over de oorsprong van het geld of van het vermogen van de cliënt;
- het verkrijgen van informatie over de boekhouding van de cliënt (bv. een steekproef van facturen);
- de toestemming van de hoge leiding om de leasingovereenkomst aan te gaan of voort te zetten indien de cliënt een politiek prominente persoon is;
- het opvoeren van het aantal en van de frequentie van de controles en het selecteren van verrichtingsschema's waarvoor grondiger onderzoek noodzakelijk is;
- de uitvoering van de eerste betaling via een rekening op naam van de cliënt bij een bank waarvoor door de wet vastgestelde of gelijkaardige waakzaamheidsnormen gelden.

Wanneer de leasingonderneming ondanks vermoedens een leasingovereenkomst wenst af te sluiten, wacht ze bovendien tot de termijn voor verzet waarover de CFI op grond van artikel 23, § 2, van de wet beschikt, verstrekken is.

CHAPITRE IV. — Organisation interne

Section I^{re}. — Conservation des documents

Art. 26. § 1^{er}. L'entreprise de leasing conserve sur quelque support d'archivage que ce soit, pendant cinq ans au moins à dater de la fin du contrat de leasing, les données d'identification du client et, le cas échéant, de ses mandataires et de ses bénéficiaires effectifs ainsi que :

- soit une copie des documents probants ayant servi à la vérification de l'identité de ces personnes conformément aux dispositions des chapitres II et III;
- soit, si le client est une personne morale et que l'entreprise de leasing a fait usage de la possibilité offerte à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, la référence de ces documents.

§ 2. Sans préjudice de l'exigence formulée à l'article III.88 du Code de droit économique, l'entreprise de leasing conserve pendant une période d'au moins cinq ans à partir de l'exécution des opérations, une copie sur quelque support d'archivage que ce soit, des enregistrements, bordereaux et documents des opérations effectuées de façon à pouvoir les reconstituer précisément. Elle enregistre les opérations effectuées de manière à pouvoir répondre aux demandes de renseignements de la CTF.

Section II. — Rapport annuel d'activités

Art. 27. L'entreprise de leasing établit une fois par an au moins un rapport d'activités écrit ou électronique sur base du modèle établi par le SPF Economie et le transmet à celui-ci de la manière qu'il détermine, au plus tard le 30 juin de l'année suivante. Il est conservé pendant cinq ans par l'entreprise de leasing.

Section III. — Formation et sensibilisation des employés

Art. 28. L'entreprise de leasing prend les mesures appropriées pour sensibiliser ses travailleurs et ses représentants aux dispositions de la loi anti-blanchiment et du présent règlement.

Ces mesures comprennent l'information des travailleurs et des représentants afin de leur permettre de reconnaître les opérations et les faits qui peuvent être liés au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme et afin de les instruire sur la manière de procéder en pareil cas.

La fourniture d'informations visée à l'alinéa 2 s'adresse spécialement aux travailleurs qui entrent effectivement en contact avec des clients dans un cadre susceptible de poser des questions sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Les travailleurs sont mis au courant des procédures à suivre lors de la présentation des rapports écrits du (des) responsable(s) anti-blanchiment ainsi que des délais dans lesquels ces rapports doivent être transmis.

Les entreprises de leasing mettent en place des procédures appropriées pour vérifier, lors du recrutement et de l'affectation de leurs employés ou lors de la désignation de leurs représentants, que ces personnes disposent d'une honorabilité adéquate en fonction des risques liés aux tâches et fonctions à exercer.

Section IV. — Désignation d'un responsable anti-blanchiment

Art. 29. § 1^{er}. L'entreprise de leasing désigne un ou plusieurs responsables anti-blanchiment.

§ 2. Le ou les responsables anti-blanchiment visés au paragraphe 1^{er} doivent disposer au sein de l'organisme de l'honorabilité et de l'expérience professionnelle, du niveau hiérarchique et des pouvoirs qui sont nécessaires à l'exercice effectif et autonome de ces fonctions.

HOOFDSTUK IV. — Interne organisatie

Afdeling I. — Bewaring van de documenten

Art. 26. § 1. De leasingonderneming bewaart, op welke informatiedrager ook, gedurende ten minste vijf jaar vanaf het einde van de leasingovereenkomst, de identificatiegegevens van de cliënt en, in voorkomend geval, van zijn lasthebbers en van zijn uiteindelijke begunstigen, alsook :

- ofwel een kopie van de bewijsstukken die voor de verificatie van die personen hebben gediend conform de bepalingen van de hoofdstukken II en III;
- ofwel, indien de cliënt een rechtspersoon is en de leasingonderneming gebruik heeft gemaakt van de mogelijkheid uit artikel 9, § 1, tweede lid, de verwijzing van die documenten.

§ 2. Onverminderd het vereiste gesteld in artikel III.88 van het Wetboek van economisch recht, bewaart de leasingonderneming gedurende een periode van ten minste vijf jaar vanaf de uitvoering van de verrichtingen op welke informatiedrager ook een kopie van de registraties, de borderellen en stukken van de uitgevoerde verrichtingen, om ze nauwkeurig te kunnen reconstrueren. Ze registreert de uitgevoerde verrichtingen op zodanige wijze dat ze aan de verzoeken om inlichtingen van de CFI kan voldoen.

Afdeling II. — Jaarlijks activiteitenverslag

Art. 27. De leasingonderneming stelt minstens eenmaal per jaar een schriftelijk of elektronisch activiteitenverslag op op basis van het model uitgewerkt door de FOD Economie en bezorgt dat aan deze laatste op de manier die hij bepaalt, uiterlijk op 30 juni van het volgende jaar. Het wordt gedurende vijf jaar bewaard door de leasingonderneming.

Afdeling III. — Opleiding en sensibilisering van de werknemers

Art. 28. De leasingonderneming neemt passende maatregelen om haar werknemers en haar vertegenwoordigers vertrouwd te maken met de bepalingen van de antiwitwaswet en van dit règlement.

Deze maatregelen houden in dat de werknemers en vertegenwoordigers informatie ontvangen die hen in staat stelt om de verrichtingen en de feiten te onderkennen die verband kunnen houden met het witwassen van geld of met financiering van terrorisme, en om hen te leren hoe in dergelijke gevallen moet worden gehandeld.

De informatieverstrekking zoals bedoeld in het tweede lid richt zich in het bijzonder tot de werknemers die daadwerkelijk in aanraking komen met cliënten in een verband waarin er vragen over het witwassen van geld en de financiering van terrorisme kunnen worden gesteld.

De werknemers worden in kennis gesteld van de te volgen procedures bij de voorlegging van de schriftelijke verslagen van de antiwitwasverantwoordelijke(n) en van de termijnen waarbinnen die verslagen moeten worden bezorgd.

De leasingondernemingen voeren passende procedures in om bij de aanwerving en de aanstelling van hun werknemers of bij de aanwijzing van hun vertegenwoordigers na te gaan of die personen blijk geven van een passende betrouwbaarheid in functie van de risico's die gepaard gaan met de uit te voeren opdrachten en functies.

Afdeling IV. — Aanwijzing van een antiwitwasverantwoordelijke

Art. 29. § 1. De leasingonderneming wijst een of meerdere antiwitwasverantwoordelijke(n) aan.

§ 2. De antiwitwasverantwoordelijke(n) bedoeld in paragraaf 1 moet(en) binnen de onderneming over de betrouwbaarheid, de beroepservaring, het hiërarchische niveau en de bevoegdheden beschikken die nodig zijn om die functie effectief en autonoom te kunnen uitoefenen.

§ 3. Le ou les responsables anti-blanchiment veillent, d'une manière générale, au respect par l'entreprise de leasing de l'ensemble de ses obligations de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, notamment :

- des procédures de contrôle interne, de la fourniture et de la centralisation des informations afin de prévenir, de détecter et d'empêcher des opérations ayant trait au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme;
- de la formation interne, visée à l'article 28;
- de la rédaction ou de la supervision du rapport écrit sur les opérations atypiques, visé à l'article 23;
- de la rédaction ou de la supervision du rapport annuel synoptique, visé à l'article 27;
- de la transmission des informations à la Cellule de traitement des informations financières, et du traitement de l'information qui en provient.

§ 4. Le ou les responsables anti-blanchiment sont les personnes de contact privilégiées pour la Cellule de traitement des informations financières et le SPF Économie en ce qui concerne toutes les questions de prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

CHAPITRE V. — *Limitation des paiements en espèces*

Art. 30. L'article 20 de la loi est applicable aux entreprises de leasing lorsqu'elles vendent ou achètent un immeuble.

L'article 21 leur est applicable en leur qualité de commerçant lorsqu'elles achètent un ou plusieurs meubles à un commerçant ou lorsqu'elles en vendent, ainsi qu'en leur qualité de prestataire de services, notamment lorsqu'elles concluent un contrat de leasing.

Si l'entreprise de leasing accepte les paiements en espèces, elle indique par écrit, avant ou sur le contrat de leasing, le montant maximum qui peut être payé en espèces en vertu de la loi et précise que ce montant vaut pour l'ensemble du contrat de leasing.

CHAPITRE VI. — *Contrôle par l'autorité de surveillance et sanctions*

Art. 31. Le respect du présent règlement par les entreprises de leasing est contrôlé et sanctionné conformément aux chapitres V et VI de la loi.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires*

Art. 32. Dans un délai de 6 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement, l'entreprise de leasing s'assure :

- d'avoir identifié conformément aux prescriptions du chapitre II les clients avec lesquels un contrat de leasing est déjà en cours à la date de l'entrée en vigueur de ce règlement;
- d'avoir appliqué la politique d'acceptation des clients et les devoirs de vigilance, visée au chapitre III;
- d'avoir formé et sensibilisé ses employés, conformément à l'article 28 et désigné un responsable anti-blanchiment, conformément à l'article 29.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 23 octobre 2015 portant approbation du règlement pris en exécution de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, concernant les entreprises de leasing.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Économie,
K. PEETERS

§ 3. De antiwitwasverantwoordelijke(n) ziet (zien) er algemeen op toe dat de leasingonderneming al haar verplichtingen nakomt op het vlak van de voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, met name :

- de procedures voor interne controle, informatieverstrekking en -centralisatie om verrichtingen die verband houden met het witwassen van geld en de financiering van terrorisme te voorkomen, op te sporen en te verhinderen;
- interne opleiding zoals bedoeld in artikel 28;
- het opstellen of het superviseren van het schriftelijk verslag over de atypische verrichtingen zoals bedoeld in artikel 23;
- het opstellen of het superviseren van het synoptische jaarverslag zoals bedoeld in artikel 27;
- het doorgeven van informatie aan de Cel voor financiële informatieverwerking, en het verwerken van informatie afkomstig van de CFI.

§ 4. De antiwitwasverantwoordelijke(n) is (zijn) de bevoorrechte contactperso(o)n(en) voor de Cel voor financiële informatieverwerking en de FOD Economie met betrekking tot alle vragen over de voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme.

HOOFDSTUK V. — *Beperking van de betalingen in contanten*

Art. 30. Artikel 20 van de wet is van toepassing op de leasingondernemingen wanneer zij een onroerend goed verkopen of kopen.

Artikel 21 is op hen van toepassing in hun hoedanigheid van handelaar wanneer zij één of meerdere roerende goederen kopen van een handelaar of wanneer zij er verkopen, alsook in hun hoedanigheid van dienstverstreker, met name wanneer zij een leasingovereenkomst afsluiten.

Indien de leasingonderneming betalingen in contanten aanvaardt, vermeldt ze schriftelijk, vóór of op de leasingovereenkomst, het maximumbedrag dat op grond van de wet in contanten mag worden betaald, en verduidelijkt ze dat dat bedrag geldt voor de volledige leasingovereenkomst.

HOOFDSTUK VI. — *Controle door de toezichthoudende overheid en sanctiebepalingen*

Art. 31. De naleving van dit reglement door de leasingondernemingen wordt gecontroleerd en bestraft overeenkomstig hoofdstuk V en VI van de wet.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 32. Binnen een termijn van 6 maanden volgend op de inwerkingtreding van dit reglement vergewist de leasingonderneming zich ervan :

- dat zij de cliënten waarmee reeds een leasingovereenkomst loopt op de ingangsdatum van dit reglement heeft geïdentificeerd conform de voorschriften van hoofdstuk II;
- dat zij het in hoofdstuk III bedoelde cliëntacceptatiebeleid en waakzaamheidsplicht heeft toegepast;
- dat zij haar werknemers heeft opgeleid en gesensibiliseerd conform artikel 28 en dat zij een antiwitwasverantwoordelijke heeft aangewezen conform artikel 29.

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 23 oktober 2015 tot goedkeuring van het reglement genomen in uitvoering van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, aangaande leasingondernemingen.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
K. PEETERS